



---

Monsieur le Président du Conseil National de Transition,  
Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement de Transition,  
Mesdames et Messieurs les Membres du Gouvernement de Transition,  
Messieurs les Ambassadeurs, Chefs de missions diplomatiques et consulaires,  
Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations Internationales,  
Mesdames, Messieurs les Membres des cabinets de la Présidence, de la Primature et du  
Conseil National de Transition,  
Mesdames et Messieurs les Secrétaires Généraux des Centrales Syndicales,  
Mesdames et Messieurs les membres des Centrales Syndicales,  
Distingués Invités en vos rangs et prérogatives,  
Mesdames, Messieurs,

Je voudrais avant toute chose, vous adresser mes sincères remerciements pour cette volonté de dialogue qui vous a animé et qui vous a incité à venir si nombreux à cette rencontre que j'en suis sûre, vous attendiez avec beaucoup d'impatience.

La rencontre de ce jour est pour moi d'une importance capitale, car elle me donne l'opportunité d'échanger avec vous qui constituez la composante des partenaires sociaux qui ont vocation à défendre les intérêts catégoriels des travailleurs de notre pays.

Je tiens en effet à placer les relations entre l'EXECUTIF que je dirige et les partenaires sociaux que vous êtes, sous le signe de l'apaisement, de la courtoisie, du respect mutuel et de la recherche toujours consensuelle et dialoguée des solutions de sortie de crise. Nous sommes plus que jamais condamnés à œuvrer la main dans la main, chaque institution dans son rôle.

Notre rencontre de ce jour coïncide très opportunément avec la célébration de la fête du 1<sup>e</sup> mai, fête des travailleurs qui intervient trois mois après mon accession à la magistrature suprême de l'Etat.

Je regrette très sincèrement de ne pas pouvoir me rendre à la Bourse du Travail comme j'en avais formulé le projet, les arrangements sécuritaires m'ayant hélas obligé à reporter ce déplacement à une autre occasion. Mais ce n'est que partie remise, je vous le promets.

Notre rencontre d'aujourd'hui me donne surtout l'occasion de vous faire le point de la situation qui prévaut en ce moment dans le pays notamment au plan sécuritaire, humanitaire, socio-économique et d'évaluer les actions et les efforts qui ont été consentis jusque là, aussi bien par le Gouvernement que dirige le Premier Ministre que par moi-même à travers l'appui de la Communauté Internationale, les Organisations non Gouvernementales Internationales et par vous-mêmes, puisqu'en tant que salariés, vous êtes le pilier de la relance socio-économique c'est-à-dire, du redressement national.

Mesdames et Messieurs les Secrétaires Généraux des Centrales Syndicales,

Au moment où je prenais mes fonctions de Chef d'Etat de la Transition le 23 janvier 2014, les nombreux défis qu'il fallait relever étaient principalement d'ordre sécuritaire, humanitaire, social, économique et institutionnel. J'avais donc inscrit dans l'urgence et la priorité de mes actions, le rétablissement de la sécurité et de l'autorité de l'Etat dans l'ensemble du pays, le retour des populations réfugiées dans les camps de fortune chez eux, la relance des activités dans l'administration et dans le secteur privé ainsi que le rassemblement et la réconciliation de tous les centrafricains, sans oublier la préparation et l'organisation des élections présidentielle et législatives.

Face à la dégradation de la situation sécuritaire et ses conséquences au plan humanitaire et social juste après mon élection, la Communauté Internationale qui n'est pas restée indifférente s'est, une fois de plus, rapidement mobilisée en prenant un certain nombre de mesures très salutaires. Je pense notamment :

- Au vote par le parlement Français, à l'initiative du Président Hollande et du gouvernement Français en faveur du renforcement de l'effectif et de la prolongation de l'opération Sangaris jusqu'en 2015,
- A l'engagement pris lors du sommet d'Addis-Abeba par les Etats membres de la CEEAC d'accompagner la transition et la MISCA à hauteur de 100 millions de dollars US,
- A l'organisation par l'Union Européenne de la table ronde de Bruxelles en février 2014 qui a été sanctionnée par l'annonce de 500 millions de dollars US en faveur de l'action humanitaire et la sécurité,
- A l'Union Européenne qui a décidé d'envoyer dans notre pays un contingent de l'EUFOR composé d'environ 850 hommes en appui aux soldats de la Sangaris et de la Misca. Je souligne volontiers que sur mon insistance, l'une de ces composantes est constituée de Gendarmes et de Policiers qui sont appelés à appuyer les nôtres dans le processus de renforcement de la sécurité,
- A l'initiative en six points du Secrétaire des Nations- Unies Mr. Ban Ki-MOON pour répondre aux principaux risques auxquels est confrontée la population de la République centrafricaine,

Mesdames et Messieurs les Secrétaires Généraux des Centrales Syndicales,

Comme vous le voyez, la sécurité est la priorité de nos priorités et je peux vous assurer que je ne ménage aucun effort pour restaurer la sécurité sur toute l'étendue du territoire national. Je suis en effet consciente que sans sécurité, rien ne peut se faire. Ainsi, compte tenu de la faiblesse de nos forces de défense et de sécurité, j'ai fait appel et obtenu l'appui de la communauté internationale qui a commencé depuis lors à déployer des forces internationales de maintien de la paix dans notre pays.

Tout en saluant le travail remarquable fait par les éléments de la MISCA et de Sangaris pour réduire de manière sensible l'insécurité et ramener le calme à Bangui dans un contexte aussi tendu, aujourd'hui l'insécurité continue de faire l'objet de préoccupation majeure car le dispositif actuel n'est pas encore suffisant pour assurer la sécurité des populations. Car la restauration de la sécurité nécessite, avant tout, la poursuite du désarmement de tous les groupes armés qui continuent de commettre des exactions sur les paisibles populations.

C'est pourquoi, en vue d'une grande opérationnalité et d'une meilleure couverture du territoire national, nous avons sollicité et obtenu de l'Union Africaine et de tous mes pairs de la CEEAC, la transformation de la MISCA actuelle en Opération de Maintien de la Paix des Nations- Unies qui va faire pleinement usage des différents mandats du Conseil de Sécurité des Nations- Unies autorisant le recours à des sanctions contre ceux qui menacent la paix, la stabilité et la sécurité dans notre pays.

Permettez-moi d'insister sur les opportunités multisectorielles qui s'offrent à notre pays avec l'arrivée des 12 000 Casques bleus des Nations Unies. Comme je l'avais dit hier à l'occasion de la rencontre avec les opérateurs économiques, nous devons nous préparer sérieusement à absorber une bonne partie des fonds colossaux qui seront investis dans le cadre de la mission multidimensionnelle de maintien de la paix des Nations Unies dans notre pays et qui touchera tous les secteurs d'activité. Il faudra pour cela nous approprier cette mission, en mobilisant des ressources matérielles, financières et humaines.

Vous conviendrez alors avec moi qu'il faut d'ores et déjà élaborer des stratégies à mettre en œuvre au moment opportun. C'est dès aujourd'hui que nous devons élaborer ces stratégies. Je veux pouvoir compter sur votre expertise dans vos secteurs respectifs pour bâtir une stratégie d'ensemble qui sera en même temps le plan de sortie définitive de la crise dans notre pays pour les volets sécuritaires, humanitaires, économiques et sociaux.

Vous l'aurez compris : il y a des enjeux énormes dans le déploiement des troupes internationales et à l'instar des autres pays qui ont bénéficié de telles opérations, il nous revient d'en tirer le meilleur parti dans l'intérêt supérieur du décollage de notre pays sur tous les plans.

Pour sa part, le gouvernement Centrafricain, considérant qu'il n'est pas possible d'atteindre un certain niveau de sécurité sans l'implication des Forces de Défense et de Sécurité nationales, a mis en place 4 bataillons de marche composés de 480 policiers et gendarmes pour appuyer les forces internationales dans le cadre du maintien de l'ordre dans la ville de Bangui. Ceux qui restent sont, provisoirement, sous équipés en matériel et moyens logistiques, car il est important de bien définir l'armée républicaine que nous souhaitons, avant de doter tous les éléments de défense et de sécurité d'armes à feu.

Nous avons conscience que le désarmement, la réconciliation nationale, la fin de l'impunité, la réparation des victimes, tout comme le dialogue politique et social sont essentiels pour mettre fin aux causes d'instabilité du pays et que la réorganisation administrative minimale de l'Etat est indispensable pour la tenue des élections prévues le 15 février 2015.

Nous réaffirmons ici qu'il ne peut y avoir d'impunité pour les auteurs de graves violations des droits de l'homme et du droit humanitaire international. Les auteurs de ces actes seront dénoncés, identifiés, poursuivis et punis conformément au droit pénal national et international.

Mesdames et Messieurs les Secrétaires Généraux des Centrales Syndicales,

Malgré toute notre bonne volonté, il nous est difficile de nous passer de l'aide financière de la communauté internationale qui est indispensable pour la restauration de la sécurité et de l'autorité de l'Etat. C'est pourquoi, dès mon arrivée à la tête de l'Etat, j'ai engagé une croisade pour la mobilisation des ressources financières nécessaires au fonctionnement minimum de l'appareil de l'Etat, entièrement vandalisé, et faire face à l'urgence du paiement des salaires, bourses et pensions. D'autant plus qu'à mon arrivée, j'ai trouvé les caisses de l'Etat vides. Et comme j'ai l'habitude de le dire, sans argent frais il était impossible d'entreprendre quoi que soit.

Quant aux salaires, bourses et pensions, si je n'y avais pas fait face, sans doute que j'aurai ajouté à la crise sécuritaire une crise sociale. Grâce à l'appui des pays de la CEMAC et de la CEEAC, nous avons réussi à éviter pour le moment cette crise sociale.

Cependant, il faut retenir que, d'une manière générale, l'aide de la Communauté des bailleurs est conditionnée par la signature des accords avec le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale. Face à ce défi, nous nous sommes attelés à donner des réponses satisfaisantes qui donnent à espérer que lors de la prochaine rencontre avec ces institutions financières qui est prévue pour bientôt, les documents permettant de bénéficier de toutes les aides voulues seront signés.

Mais comme je l'ai toujours affirmé, ce n'est pas avec la dette extérieure que nous allons résoudre les problèmes de notre pays. Il fallait relancer de toute urgence l'outil de

production et mobiliser nos ressources propres . Malgré les destructions à grande échelle dont une évaluation exhaustive devrait être faite, j'ai compris qu'il fallait absolument que les travailleurs reprennent leur activité. C'est le sens des différents appels qui ont été lancés à l'endroit des travailleurs de tous les secteurs pour une reprise effective du travail tant à Bangui que dans les villes de l'arrière pays où cela était possible.

En ce qui vous concerne vous, travailleurs du secteur public et privé centrafricains, j'ai conscience que vous avez traversé et vous traversez des moments très difficiles puisque notre économie bâte de l'aile et que même le petit commerce connaît des difficultés énormes d'existence.

Malgré ce contexte particulier dominé par la crise sécuritaire, humanitaire et les tensions de trésorerie, les travailleurs ont entendu mon appel et se sont levés spontanément pour reprendre leurs activités. La vie économique a repris, quoi que timidement et je m'en réjouis.

Je tiens à remercier l'ensemble des travailleurs pour leur patriotisme et leur attitude citoyenne. Mais je les exhorte à se mobiliser davantage car c'est d'eux que viendra le signal fort de la reprise des activités socio-économiques dans notre pays.

Je les exhorte à doubler d'efforts parce que la situation du pays exige une plus grande mobilisation par le travail pour relever les nombreux défis de notre pays.

Je ne ménage aucun effort allant dans le sens d'alléger les souffrances des travailleurs en sollicitant l'appui des pays amis afin de payer les salaires, bourses et pensions.

J'ai conscience de l'état de délabrement des services publics qui nécessitent de gros moyens pour être réhabilités. A cet effet, l'évaluation des dégâts est entrain de se faire et des mesures exceptionnelles seront prises avec l'appui des partenaires internationaux pour que les immeubles, bureaux et installations de l'Etat détruits ou vandalisés soient réhabilités, équipés et sécurisés. Car, il est extrêmement important que les conditions décentes d'un travail de qualité soient réunies pour faciliter la reprise du travail dans tous les secteurs.

Ainsi, avec l'appui de la Communauté internationale qui entend prendre en charge quelques mois de salaires, nous espérons que les mesures actuelles de restauration de l'autorité de l'Etat lui permettront de dégager des fonds nécessaires aux appuis multiformes pouvant favoriser la relance économique et créer des emplois nouveaux.

Je voudrais par ailleurs évoquer la nécessité du contrôle physique qui se fait actuellement et qui permettra d'avoir une situation exacte des travailleurs qui sont à leur poste et de la masse salariale qu'il faut absolument maîtriser. D'autant plus que le salaire doit

nécessairement être la contrepartie du travail et que ce n'est pas normal que l'Etat paie des gens qui ne travaillent pas. En tout cas, les partenaires internationaux qui nous aident ne comprendront pas cela.

D'autre part, la singularité de la situation dont j'ai héritée n'est pas de nature à faire plus que le paiement des dépenses obligatoires de l'Etat. Nous attendons que la situation économique et financière s'améliore pour avancer sur certaines revendications légitimes comme la revalorisation des salaires, les intégrations, les débloques des effets financiers des avancements et les statuts particuliers de certains corps de métier.

Néanmoins, je vous réaffirme ma Volonté et ma disponibilité à favoriser le dialogue social autour de ces questions afin que le caractère consensuel et apaisé de la Transition soit toujours respecté. A cet effet, j'ai instruis le Ministre du Travail et de la Fonction Publique de la reprise des travaux du Comité Permanent de Concertation Gouvernement /partenaires sociaux.

Dans la situation de crise sécuritaire comme celle de notre pays, en principe les travailleurs devraient spontanément décider d'une trêve sociale afin de permettre aux gouvernants de se battre sur les autres fronts. C'est une question de responsabilité collective et d'amour de son pays.

Je souhaite que la question soit discutée en votre sein à titre de contribution effective au retour de la sécurité et de la paix sociale.

En outre, les syndicalistes devraient se détourner des manipulations qui freinent les efforts de reconstruction de notre pays à leur grand désavantage. Car, quand le pays est en guerre et que l'outil de production est détruit comme c'est le cas en ce moment, c'est d'abord le travailleur qui en pâtit et avec lui, sa famille.

Je ne doute pas un seul instant que la situation dans notre pays est très difficile et que le challenge n'est pas des moindres. Cependant, je reste persuadée qu'avec la ferme détermination de mon gouvernement et l'accompagnement de la Communauté Internationale, plus particulièrement de l'Union Européenne, des Nations- Unies, de l'Union Africaine et de la CEEAC, le pari de la paix et de la stabilité, de la réussite de la transition et du renforcement de la démocratie en République centrafricaine sera gagné.

Mesdames et Messieurs les Secrétaires Généraux des Centrales Syndicales,

Au regard du regain des violences observées depuis quelques temps dans plusieurs localités du Nord, de l'Est et du Centre du pays, nous devons tous ensemble rester éveillés et vigilants afin qu'aucun centrafricain du Nord, du Sud, de l'Ouest, de l'Est ou du Centre ne continue à être terrorisé, martyrisé et pris en otage par les bandes armées et les forces négatives qui menacent l'unité nationale et l'intégrité du territoire.

Je ne saurais terminer mon propos sans vous renouveler l'expression de ma reconnaissance pour tous les sacrifices consentis durant toute cette période de crise.

Je pense que, puisque le dialogue est ouvert, nous réfléchissons ensemble à la meilleure démarche pour apporter des réponses à vos attentes. Je suis à votre écoute, et vous remercie pour votre attention.

Je souhaite une bonne fête du travail à tous les travailleurs de Centrafrique.